

# Analyse rétrospective de l'enquête de conjoncture auprès des ménages

**Françoise Charpin**

*Département d'économétrie de l'OFCE et Université de Paris X*

*L'enquête de conjoncture auprès des ménages est utilisée par les conjoncturistes pour analyser les comportements de consommation et d'épargne à partir de l'opinion des ménages sur leur situation financière, leurs intentions d'achat et d'épargne et leurs opinions sur l'opportunité d'acheter ou d'épargner. Cependant l'analyse conjoncturelle ne s'intéresse qu'aux évolutions très récentes ; c'est pourquoi une étude rétrospective paraît souhaitable afin de confronter la pratique conjoncturelle aux évolutions de moyen terme.*

*La méthode consiste à rapprocher les réponses de l'enquête à des variables de la comptabilité nationale trimestrielle. Cette optique limite le champ de l'étude aux seules variables de l'enquête pour lesquelles le rapprochement est possible. Il apparaît que l'enquête fournit des indicateurs utiles du revenu réel, de la consommation totale et de celle de biens durables, tant en niveau qu'en taux de croissance.*

Trois fois par an l'INSEE réalise une enquête de conjoncture auprès des ménages portant sur leur situation financière, leurs opinions sur la situation économique, leurs intentions de consommation et d'épargne ainsi que sur leurs opinions quant à l'opportunité de consommer et d'épargner. Certaines questions sont posées depuis 1965, d'autres depuis 1969, les plus récentes depuis 1973. La même enquête est réalisée dans plusieurs pays de la CEE. Les résultats de cette enquête sont utilisés par les conjoncturistes.

L'objet de cet article est de faire pour la France une analyse rétrospective des réponses des ménages aux principales questions de l'enquête et de voir quels enseignements on peut en tirer en matière de prévision de la consommation et de l'épargne des ménages.

On essaiera de comprendre comment les ménages répondent à ces questions, en particulier comment ils perçoivent et anticipent la situation économique, c'est-à-dire l'évolution du niveau de vie des Français, celles des prix et du chômage. On examinera si leurs intentions d'achat et leurs intentions d'épargne sont suivies d'un comportement correspondant de consommation et d'épargne. Enfin on recherchera quand les ménages jugent opportun de consommer ou d'épargner.

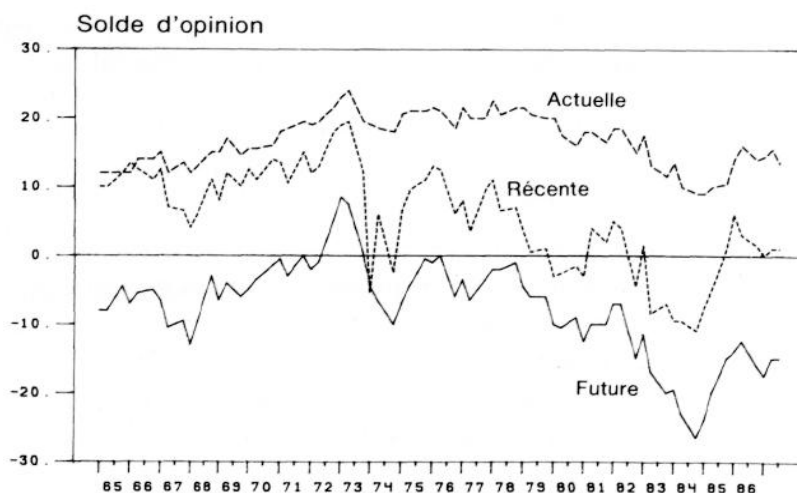
La méthode consistera à confronter les réponses de l'enquête à des variables de la comptabilité nationale trimestrielle. Elle soulève un problème statistique : l'enquête ayant lieu seulement trois fois par an (en janvier, mai et novembre) il manque un point, en août, correspondant au troisième trimestre. On supplée à cette absence en prenant comme troisième point une moyenne du deuxième et quatrième. Dans cette étude les séries issues de l'enquête sont corrigées des variations saisonnières, comme celles de la comptabilité trimestrielle.

On a reproduit en annexe <sup>(1)</sup> les questions de l'enquête qui nous intéressent ici.

## La situation financière personnelle des ménages

Cette situation est décrite par trois questions selon qu'il s'agit des opinions sur son évolution récente (SITR), actuelle (SITA) ou future (SITF). Le graphique 1 représente le solde des réponses à ces questions sur la période 1965-1/1987-3. Ces trois variables sont clairement liées, en particulier les opinions sur les situations récente (SITR) et future (SITF) dont les fluctuations sont voisines et d'ampleurs comparables. Cette ressemblance s'explique par le libellé identique de la question, dont seul l'horizon change. Pour l'opinion sur la situation financière actuelle (SITA) la question est un peu différente, puisqu'on demande aux ménages s'ils arrivent à épargner. Cette variable fluctue beaucoup moins que les autres, mais de la même manière. Le parallélisme entre opinions sur la situation financière passée et future montre qu'en répondant à la question sur le futur les ménages, au lieu d'anticiper réellement leur situation future, prévoient pour l'avenir ce qu'ils ont constaté dans les mois qui viennent de s'écouler.

### 1. Opinions sur les situations financières



Source : INSEE.

(1) L'annexe commune à l'article d'Henri Sterdyniak se trouve à la fin de celui-ci.

On s'attend à ce que l'opinion des ménages sur leurs situations financières soit un indicateur de revenu (niveau ou taux de croissance). Les corrélations observées entre opinions sur les situations financières, revenu réel R courant et retardé, taux de croissance du revenu réel TRG en glissement annuel <sup>(2)</sup> sont données dans le tableau 1 ; elles sont calculées sur des variables corrigées de leur tendance, sur la période 1966-1/1987-3.

**1. Corrélations entre  
situations financières,  
revenu réel courant et retardé,  
taux de croissance du revenu**

	SITA	SITR	SITF
SITA	1		
SITR	0,91	1	
SITF	0,59	0,79	1
R	0,84	0,69	0,25
R(- 1)	0,85	0,72	0,29
R(- 2)	0,86	0,73	0,34
R(- 3)	0,86	0,73	0,37
R(- 4)	0,85	0,72	0,39
TRG	0,44	0,6	0,72

Sources : INSEE, calculs OFCE.

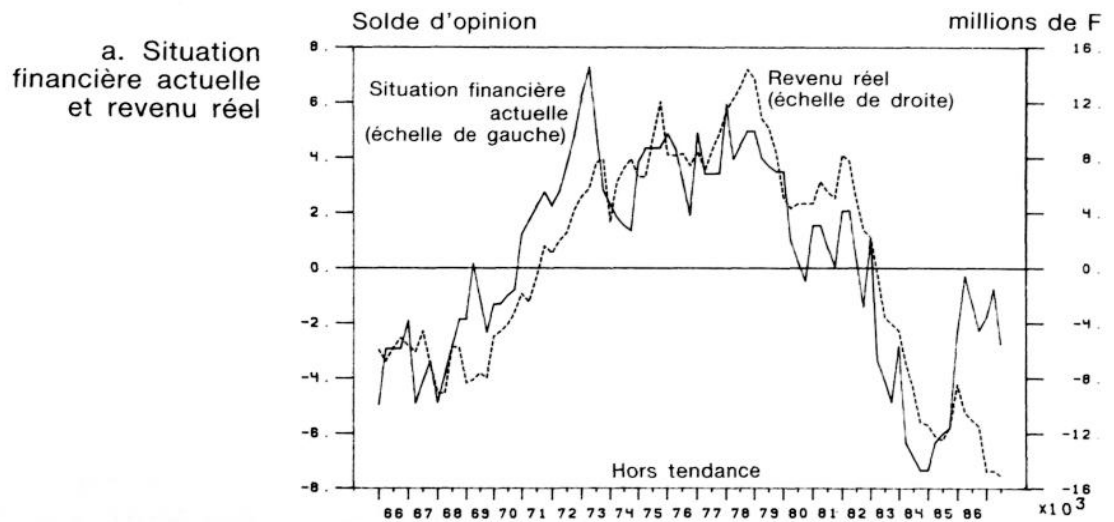
Le tableau 1 montre qu'il y a une forte corrélation d'une part entre opinions sur la situation financière actuelle et récente (coefficient de 0,91) et d'autre part entre opinions sur la situation financière récente et future (coefficient 0,79). En outre il apparaît nettement que la situation financière actuelle est un indicateur du niveau du revenu réel avec un décalage de l'ordre de deux ou trois trimestres (coefficient 0,86) et que la situation future est un indicateur de la croissance du revenu réel (coefficient 0,72). Quant à l'opinion sur la situation récente, elle est un indicateur intermédiaire, mélangeant niveau et taux de croissance du revenu (les coefficients valent respectivement 0,73 et 0,60).

Si, au lieu d'utiliser le taux de croissance en glissement annuel du revenu réel, on avait choisi le taux de croissance trimestriel, la corrélation avec SITF ne serait plus que de 0,44 et avec SITR de 0,28. Le taux trimestriel fluctue en effet beaucoup plus que les variables d'enquête. C'est la *tendance* du taux trimestriel qui nous intéresse, tendance qui peut être déterminée simplement en calculant un taux en *glissement annuel*, comme les conjoncturistes ont coutume de faire. Le glissement n'étant pas centré, il présente un léger retard, d'environ 1,5 trimestre, sur la tendance effective.

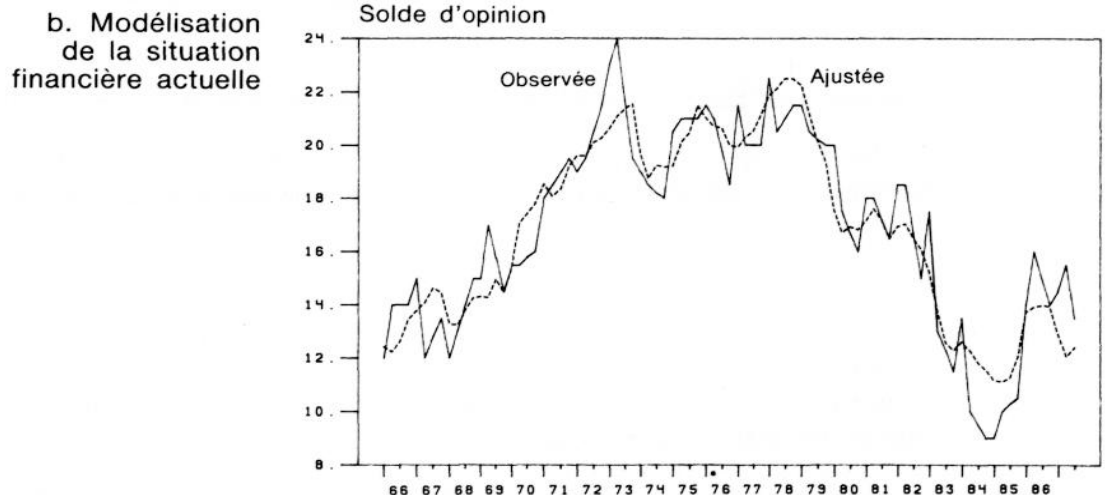
(2) Voir annexe de cet article, paragraphe 1, pour la définition du glissement annuel.

Sur le graphique 2a sont reportés opinion sur la situation financière actuelle (échelle de gauche) et revenu réel (échelle de droite), corrigés de leur tendance, sur la période 1966-1987. Le lien entre opinion sur la situation financière et revenu réel apparaît nettement, ainsi que le décalage qui est de l'ordre de deux trimestres en moyenne. On remarque qu'en 1985-1987 les ménages apparaissent relativement plus optimistes que précédemment. En effet depuis le premier trimestre de l'année 1985, l'opinion sur la situation financière actuelle s'élève alors que le revenu réel n'augmente que du troisième trimestre 1985 au premier trimestre 1986, puis diminue ensuite. Cette différence entre l'évolution du revenu mesurée par les comptes nationaux et la perception que les ménages en ont, signalée, par exemple, dans [1] et [5] est attribuée au ralentissement de l'inflation, qui, comme le montre l'étude économétrique, est bien une composante de la situation financière actuelle.

## 2. Opinion sur la situation financière actuelle

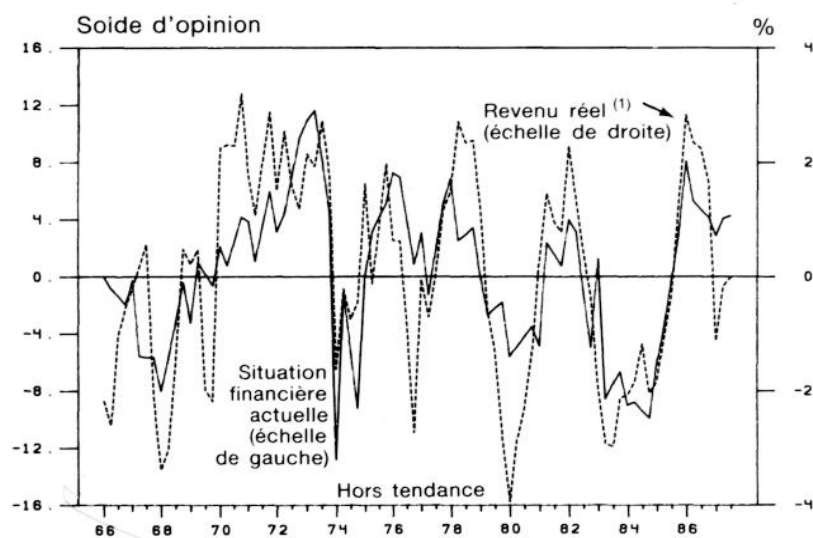


Sources : INSEE.



Sources : INSEE, Calculs OFCE.

Sur le graphique 3 sont reportés situation financière future (échelle de gauche) et taux de croissance du revenu réel en glissement annuel (échelle de droite), corrigés de leur tendance. L'adéquation entre les deux courbes est particulièrement bonne depuis 1974. SITF est donc un bon indicateur de la tendance du taux de croissance du revenu réel.



3. Opinion sur la situation financière future et revenu réel

Source : INSEE.

(1) Taux de croissance en glissement annuel.

Demandons-nous maintenant si l'on peut parvenir à expliquer économétriquement l'opinion des ménages sur leur situation financière à partir des grandeurs de la comptabilité nationale. Les estimations obtenues sur la période 1966-1987 sont données dans l'encadré. Pour modéliser les opinions sur les situations financières on utilise le revenu réel et son taux de croissance en glissement annuel, le niveau des prix et son taux de croissance en glissement annuel, enfin les variations trimestrielles du taux de chômage courante et retardée d'une période. La tendance des opinions sur les situations financières, croissante jusqu'en 1974 et décroissante ensuite, est obtenue à partir des niveaux du revenu réel et des prix<sup>(3)</sup> ; les fluctuations autour de la tendance sont données par les autres variables qui sont des taux. Les estimations sont satisfaisantes ; la faiblesse de la statistique de Durbin et Watson indique que l'on n'explique pas très bien les fluctuations des variables d'enquête. Ces régressions montrent, qu'en plus du revenu réel il faut utiliser l'évolution des prix et en moindre celle du chômage, pour expliquer l'évolution des opinions sur les situations financières. Comme on pouvait s'y attendre le niveau du revenu réel intervient peu dans SITF et son taux de croissance faiblement dans SITA. Le taux de croissance des prix a un coefficient élevé dans SITF, ce qui indique que lorsque les ménages font des prévisions sur le futur ils tiennent compte de l'évolution de l'inflation.

(3) On constate que la variable temps n'est pas significative si elle est ajoutée à ces équations. Ainsi le temps ne prend pas la place du niveau des prix pour expliquer la tendance décroissante après 1974 des variables d'opinions.

On a vu que les ménages paraissent particulièrement optimistes depuis le début de l'année 1985 à propos de leur situation financière actuelle (graphiques 2), cet optimisme pouvant être attribué au ralentissement de l'inflation. Il est intéressant de rechercher qu'elle interprétation l'économétrie fournit à ce sujet. Pour cela nous avons reporté sur le graphique 2b l'opinion sur la situation financière actuelle observée et celle ajustée par la relation de l'encadré. Plutôt qu'un optimisme depuis le début 1985, le graphique suggère un pessimisme au quatrième trimestre 1984 et au premier trimestre 1985 (les deux points les plus bas), suivi d'un léger optimisme à partir de 1986. L'avantage du graphique 2b par rapport au graphique 2a, c'est de tenir compte de toutes les composantes qui constituent la situation financière actuelle, en particulier l'évolution des prix. Ceci permet donc de nuancer l'interprétation première d'optimisme des ménages à partir de 1985. Nous reparlerons ultérieurement de l'opinion sur la situation financière actuelle (SITA) au moment où il sera question des indicateurs de consommation et d'épargne.

On a déjà fait remarquer qu'en ce qui concerne la situation future l'opinion des ménages n'apparaît pas être une anticipation du futur, car graphiquement les fluctuations de SITF sont en phase avec celles de SITR et aussi parce qu'économétriquement le revenu « avancé » (en niveau ou taux) n'est pas significatif. On peut se demander alors comment les ménages pour répondre à cette question passent de l'opinion sur leur situation financière récente à l'opinion sur leur situation future ? Econométriquement le passage est le suivant :

$$\begin{aligned} \text{SITF} &= 0,722 \text{ SITR} - 0,128 \text{ PRIXF} - 0,124 \text{ EMPF} + 0,044 \text{ Temps} + 10,2 \\ &\quad (13,8) \quad (-8,2) \quad (-7,9) \quad (2,4) \quad (10,7) \\ R^2 &= 0,95 \quad DW = 1,05 \quad \text{période d'estimation : 1970-1/1987-3} \end{aligned}$$

Les variables d'enquête PRIXF et EMPF représentent l'opinion des ménages sur l'évolution future des prix et de l'emploi (lorsque EMPF croît c'est que le chômage augmente, comme indiqué dans l'annexe). Ainsi donc les ménages considèrent que leur situation financière future va s'améliorer par rapport à leur situation récente s'ils croient à un ralentissement de l'inflation et du chômage dans les mois qui viennent.

## La modélisation des variables d'enquête par des variables comptables \*

$$\text{SITA} = -5,6 + 0,21 \cdot 10^{-3} R - 7,34 P + 0,302 \text{TRG}(-1) - 0,188 \text{TPG}$$

(-4,4) (14,3) (-13,5) (3,1) (-2,6)

R2 = 0,87      DW = 1,07      période d'estimation : 1966-1/1987-3

$$\text{SITR} = -30,9 + 0,24 \cdot 10^{-3} R - 10,4 P + 1,070 \text{TRG} - 0,283 \text{TPG} - 4,67 \Delta\text{TCHO} - 5,61 \Delta\text{TCHO}(-1)$$

(-14,2) (10,0) (-11,4) (6,6) (-2,2) (-2,7) (-3,2)

R2 = 0,91      DW = 0,98      période d'estimation : 1966-1/1987-3

$$\text{SITF} = -3,5 + 0,11 \cdot 10^{-3} R - 5,9 P + 1,529 \text{TRG} - 0,559 \text{TPG} - 6,82 \Delta\text{TCHO}$$

(-1,2) (3,4) (-4,8) (6,9) (-3,3) (-3,4)

R2 = 0,84      DW = 1,16      période d'estimation : 1966-1/1987-3

$$\text{PRIXR} = 14,9 - 0,89 \text{Temps} + 29,04 [0,4\text{TP} + 0,3\text{TP}(-1) + 0,2\text{TP}(-2) + 0,1\text{TP}(-3)] + 0,256 \text{EMPR}$$

(1,3) (-7,5) (13,4) (2,8)

R2 = 0,94      DW = 0,62      période d'estimation : 1974-1/1987-3

$$\text{PRIXF} = -82,9 + 0,54 \text{Temps} + 5,01 \Delta\text{TP} + 4,90 \text{TP}(+1) + 8,97 \text{TP}(+2) + 0,50 \Delta\text{EMPF}$$

(-7,5) (4,9) (2,2) (1,9) (3,6) (4,6)

R2 = 0,66      DW = 1,24      période d'estimation : 1974-1/1987-3

$$\text{EMPR} = -37,8 + 1,76 \text{Temps} + 27,4 \Delta\text{TCHO} + 32,9 \Delta\text{TCHO}(-1) + 30,1 \Delta\text{TCHO}(-2) - 7,2 \text{TCHO}$$

(-3,8) (4,8) (3,4) (3,3) (3,5) (-3,0)

R2 = 0,82      DW = 0,62      période d'estimation : 1970-1/1987-3

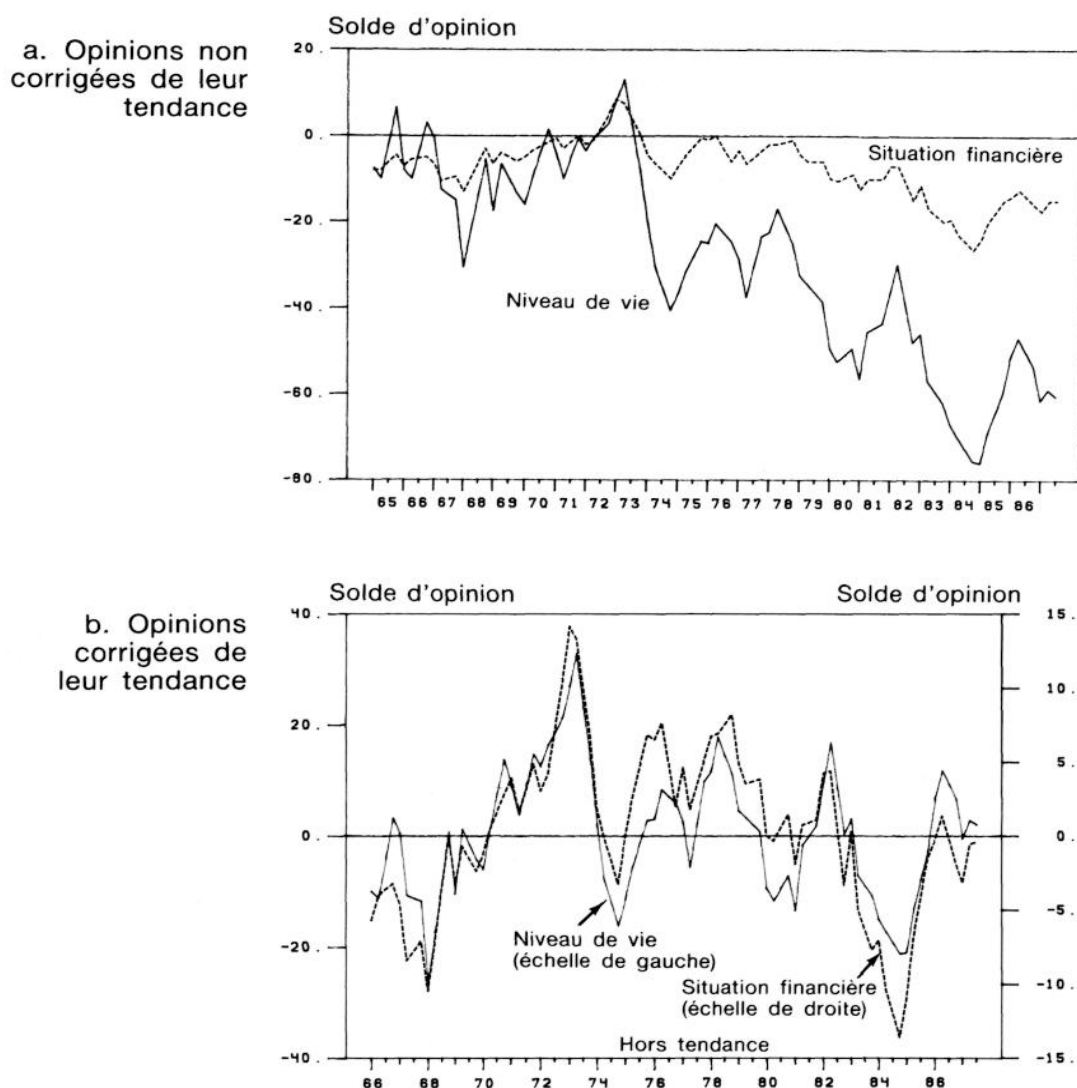
(\*) Les taux sont exprimés en %.

## De la situation personnelle au niveau de vie des Français

Deux questions concernent l'évolution du niveau de vie des Français (évolutions récente et future). Elles sont libellées exactement comme les questions concernant les situations financières personnelles récente et future. Les ménages répondent-ils différemment à ces questions personnelles et générales ?

Sur les graphiques 4 sont représentées, avec la même échelle, l'opinion sur la situation financière récente (SITR) et celle sur le niveau

#### 4. Opinions sur l'évolution récente du niveau de vie des Français et de la situation financière



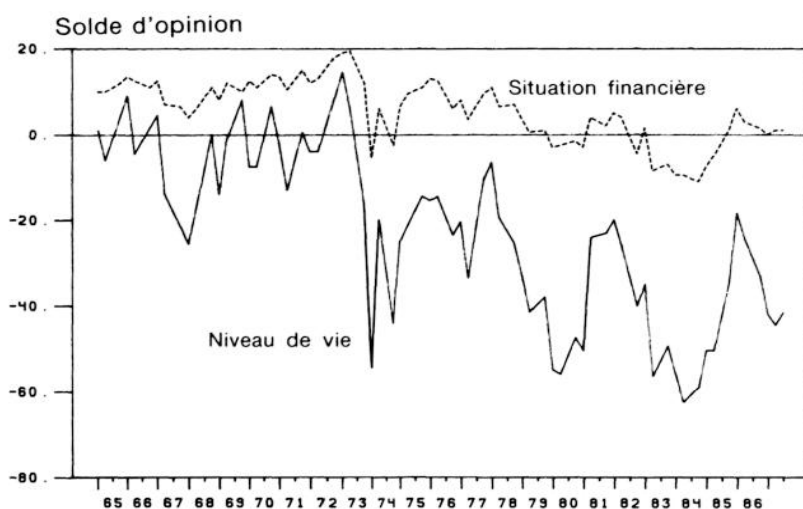
Source : INSEE.

de vie des Français (NIVR), évolution récente, et sur le graphique 5a les mêmes variables pour leurs évolutions futures, (SITF et NIVF). Le lien entre opinions sur la situation personnelle et sur le niveau de vie des Français apparaît nettement. Les tendances et l'ampleur des fluctuations de ces variables diffèrent, mais il est visible qu'elles représentent la même information. Le décrochement entre d'une part SITR et NIVR (graphique 4) et d'autre part SITF et NIVF (graphique 5a) a lieu durant l'année 1974. Après cette date NIVR décroît un peu plus rapidement que SITR : les ménages sont plus pessimistes pour les autres que pour eux-mêmes.

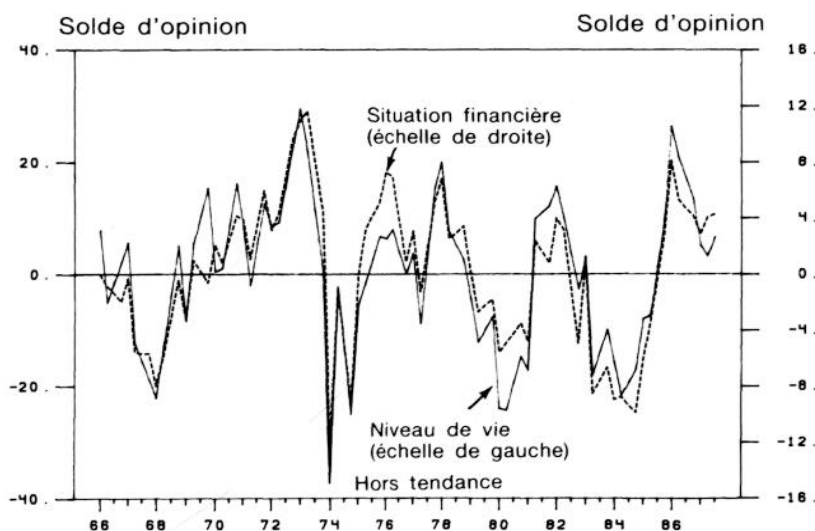
Dans le tableau 2, on donne les corrélations, hors tendance, entre ces variables d'opinion (situation financière et niveau de vie), le revenu réel courant et retardé et son taux de croissance, calculées sur la période 1966-1/1987-3.



5. Opinions sur l'évolution future de la situation financière et le niveau de vie des Français



a. Opinions non corrigées de leur tendance



b. Opinions corrigées de leur tendance

Source : INSEE.

2. Corrélations entre opinions sur la situation financière et le niveau de vie et le revenu réel en niveau et taux

	NIVR	NIVF
SITR	0,86	0,9
SITF		
R	0,4	0
R(- 1)	0,41	0
R(- 2)	0,41	0,11
R(- 3)	0,42	0,12
R(- 4)	0,41	0,12
TRG	0,7	0,69

Sources : INSEE, calculs OFCE.

Opinions sur la situation financière personnelle et le niveau de vie des Français sont donc très corrélées (0,86 pour les opinions sur le passé récent et 0,90 pour celles sur le futur). Comme précédemment pour les situations financières, opinions sur le passé et le futur du niveau de vie sont corrélées (coefficient de 0,76 entre NIVR et NIVF). Sur le graphique 4b (à rapprocher du graphique 4a) sont reportées les variables SITR et NIVR corrigées de leur tendance et sur le graphique 5b, les variables SITF et NIVF hors tendance. On voit ainsi l'extrême ressemblance entre les fluctuations des opinions sur le niveau de vie et sur la situation financière personnelle. Mais économétriquement la différence entre ces deux types de variable est plus nette, puisqu'on trouve que les ménages passent de l'opinion sur leur situation personnelle à celle sur le niveau de vie des Français en intégrant leurs opinions sur l'évolution des prix et du chômage, récente ou future selon le cas :

$$\text{NIVR} = 1,63 \text{ SITR} - 0,09 \text{ PRIXR} - 0,23 \text{ EMPR} - 0,38 \text{ Temps} + 15,9$$

(14,9)            (-4,8)            (-6,5)            (-8,2)            (6,4)

$$R^2 = 0,98 \quad \text{DW} = 0,80$$

$$\text{NIVF} = 1,71 \text{ SITF} - 0,08 \text{ PRIXF} - 0,30 \text{ EMPF} + 0,04 \text{ Temps} - 26,6$$

(11,9)            (-2,1)            (-6,6)            (1,2)            (-8,5)

$$R^2 = 0,96 \quad \text{DW} = 0,69$$

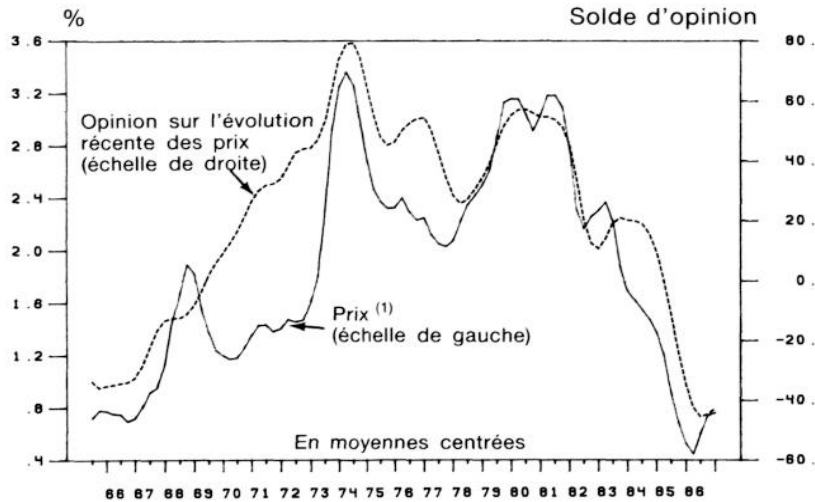
Le tableau 2 montre que les opinions sur le niveau de vie peuvent être utilisées comme indicateur de la *tendance* du taux de croissance du revenu réel. Sur la période récente 1974-1987, l'indicateur préférable d'un point de vue purement statistique est NIVF (légèrement meilleur que SITF).

## Les ménages ont-ils une perception correcte de l'évolution des prix et du chômage ?

### Les prix

Il y a deux questions concernant les prix : l'une porte sur l'évolution récente PRIXR (depuis six mois) et l'autre sur l'évolution future PRIXF (au cours des prochains mois). Ces questions sont libellées différemment ; la première devrait s'apparenter à un taux d'inflation, la deuxième aux variations de l'inflation. La question portant sur l'évolution future a été modifiée au deuxième trimestre de l'année 1971. Avant elle concernait le niveau de l'inflation et non pas ses variations. Sur le graphique 6 sont représentées les tendances (obtenues par moyenne mobile *centrée* d'ordre 4) du taux d'inflation et du solde des réponses à l'évolution récente des prix sur la période 1965-3/1987-1. Avant 1974, l'adéquation entre les deux courbes n'est pas du tout satisfaisante : la

variable d'opinion a une croissance trop importante et trop régulière, alors que l'inflation réelle a un trend faible jusqu'en 1973. Après 1974, les évolutions sont voisines, quelquefois un peu déphasées.

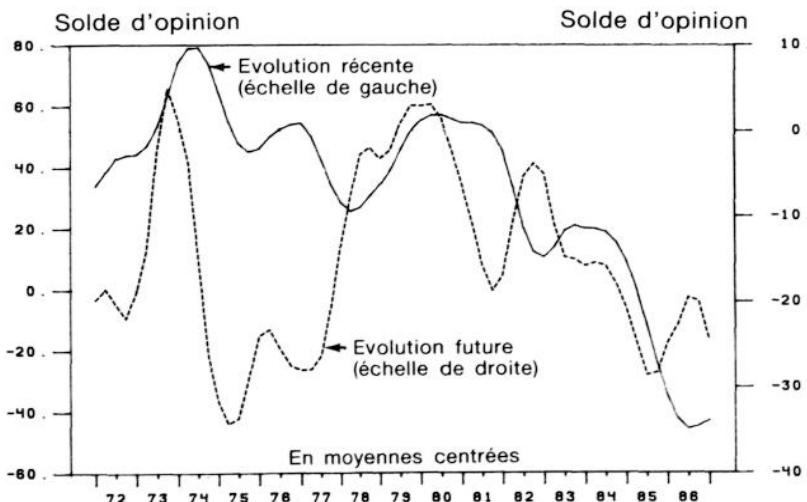


6. Prix et opinion sur l'évolution récente des prix

Source : INSEE.

(1) Taux de croissance trimestriel.

Sur le graphique 7 sont représentées, avec la même échelle, les deux variables d'opinion (en moyenne centrée) sur la période 1972-1987, puisque la question concernant l'évolution future n'est à considérer que depuis 1971-2. On note que les fluctuations de ces deux variables ne sont pas en phase, mais décalées d'environ trois trimestres : les fluctuations de l'opinion sur l'évolution future des prix sont *en avance* sur celles concernant l'évolution passée. Outre cette différence dans les fluctuations, les tendances des deux variables ne sont pas les mêmes, l'évolution récente a une tendance décroissante, l'évolution future n'a pas de tendance. Il est clair que les ménages répondent différemment aux deux questions.



7. Opinions sur l'évolution des prix

Source : INSEE.

La manière dont les ménages répondent à la question sur l'évolution future reste mystérieuse d'un point de vue statistique. En effet il n'y a pas de corrélation très nette entre cette question et la variation de l'inflation comme on aurait pu s'y attendre. Des corrélations un peu plus élevées s'observent avec le taux d'inflation avancées de plusieurs trimestres. Dans le tableau 3 figurent les corrélations entre opinions sur l'évolution des prix (récente et future), taux d'inflation en glissement annuel courant, retardé et avancé, et variation du taux d'inflation ( $\Delta$ TPG). Toutes ces corrélations sont toujours calculées, à partir de 1974, au moyen de variables corrigées de leur tendance. En effet, étant donné ce que l'on observe sur le graphique 6, il est probable qu'avant 1974 les ménages n'avaient pas une perception très correcte de l'inflation. Toutes les corrélations du tableau seraient beaucoup plus faibles si elles étaient calculées à partir du taux d'inflation trimestriel.

**3. Corrélations entre opinion sur les prix et taux d'inflation des comptes (en glissement annuel)**

	TPG(- 1)	TPG	TPG(+ 1)	TPG(+ 2)	TPG(+ 3)	TPG(+ 4)	$\Delta$ TPG	$\Delta$ TPG(+ 1)	$\Delta$ TPG(+ 2)
PRIXR	0,77	0,85	0,82	0,73	0,61	0,48			
PRIXF	0,16	0,27	0,43	0,56	0,66	0,66	0,42	0,51	0,43

Sources : INSEE, calculs OFCE.

Pour l'évolution récente des prix PRIXR, la corrélation la plus forte a lieu avec le taux d'inflation courant en glissement annuel, elle vaut 0,85. Notons qu'un taux d'inflation calculé en glissement annuel présente un retard d'environ 1,5 trimestre sur la tendance véritable du taux d'inflation.

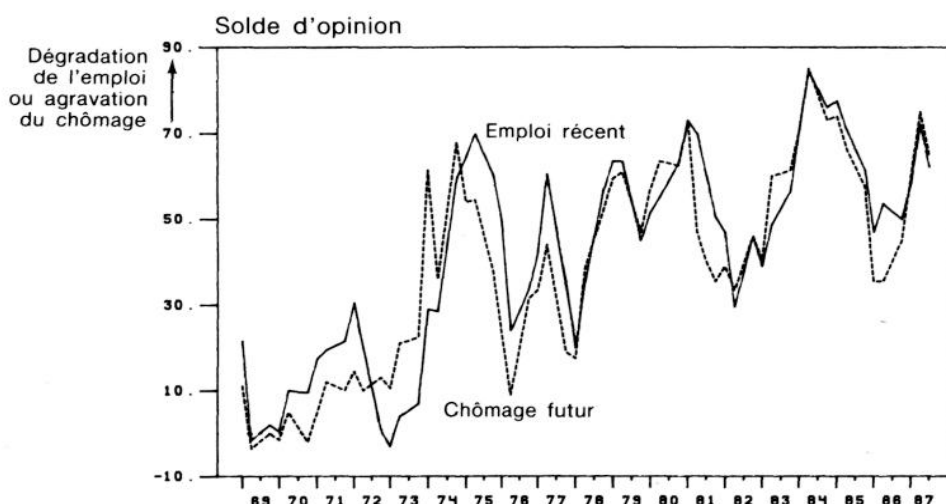
Pour l'évolution future des prix PRIXF la corrélation la plus forte a lieu avec les taux d'inflation avancés de trois et quatre trimestres et non avec la variation du taux d'inflation. Elle est de 0,66, ce qui n'est pas une valeur très élevée, puisque la corrélation entre PRIXR et TPG (+ 3) est de 0,61. Néanmoins, si pour les situations financières le futur était assimilé au présent, pour les prix les ménages répondent différemment aux deux questions. Leurs anticipations sont distinctes de la perception qu'ils ont actuellement du taux d'inflation ; elles s'apparentent plus à des évolutions futures qu'à l'évolution actuelle.

Pour comprendre comment les ménages forment leur opinion sur les prix on a essayé d'expliquer économétriquement les variables d'opinion PRIXR et PRIXF à partir du taux d'inflation trimestriel des prix des comptes. On constate alors que les régressions sont meilleures si l'on introduit l'opinion des ménages sur l'emploi et le chômage (EMPR et EMPF). Les résultats figurent dans l'encadré. On peut dire qu'on explique correctement l'opinion des ménages sur l'évolution récente des prix à partir de la tendance du taux d'inflation et leur opinion sur l'emploi. Par contre on explique assez mal leur anticipation de l'évolution des prix ; les variables significatives sont la variation courante du taux

d'inflation, le taux avancé de un et deux trimestres et enfin la variation de l'opinion des ménages sur l'évolution future du chômage.

## Le chômage

Il y a deux questions concernant l'emploi et le chômage : l'une porte sur l'évolution récente de l'emploi EMPR (situation de l'emploi au cours de ces derniers mois), l'autre sur l'évolution future du chômage EMPF (dans les mois qui viennent). Sur le graphique 8 sont représentées, avec la même échelle, ces deux opinions. Contrairement à ce qu'on a observé pour les prix, perception de la dégradation de l'emploi et anticipation de l'aggravation du chômage sont extrêmement voisines.



8. Opinions sur l'évolution de l'emploi et du chômage

Source : INSEE.

Autrement dit l'anticipation est constituée en grande part de l'opinion sur la situation récente. Econométriquement la différence entre les deux est la suivante :

$$\text{EMPF} = 1,01 \text{ EMPR} - 0,32 \text{ EMPR}(-1) - 0,26 \text{ EMPR}(-2) + 0,18 \text{ PRIXR} + 0,62 \text{ Temps} - 24,0$$

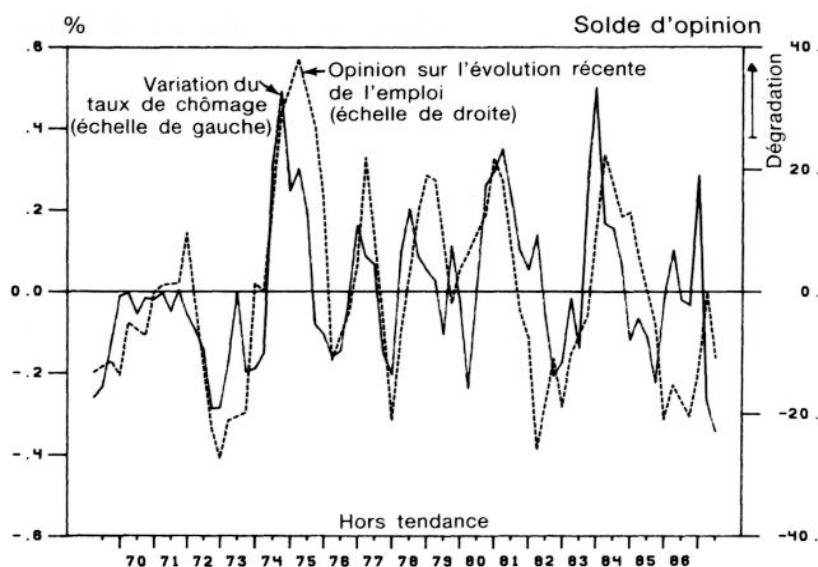
(9,4)            (-2,2)            (-2,5)            (5,1)            (7,2)            (-5,8)

R2 = 0,91            DW = 0,70            Période d'estimation : 1969-3 / 1987-3

Cela montre que les ménages croient à un ralentissement du chômage, par rapport à la situation actuelle s'il a récemment augmenté et s'ils pensent que l'inflation va diminuer.

Ces deux variables d'opinion ne sont pas des indicateurs du taux de chômage mais de la variation du taux de chômage comme le montre le graphique 9, où on a reporté la variation du taux de chômage et l'opinion sur l'évolution récente de l'emploi, corrigées de leur tendance. Le lien entre les deux variables apparaît nettement. Leur corrélation est de 0,56.

9. Variation <sup>(1)</sup> du taux de chômage et opinion sur l'évolution récente de l'emploi



Source : INSEE.

(1) Trimestrielle.

Econométriquement on explique assez bien l'opinion des ménages sur l'évolution récente de l'emploi EMPR à partir du taux de chômage TCHO et de ces variations  $\Delta TCHO$  courante et retardées (voir encadré). On retrouve un coefficient significativement négatif pour le taux de chômage, comme dans l'équation précédente, qui s'interprète en disant que plus le taux de chômage est élevé, plus les ménages pensent à un ralentissement possible du chômage.

## L'opportunité d'acheter et les intentions d'achat sont-elles liées aux achats des ménages ?

Deux questions de l'enquête concernent les achats des ménages. La première est relative à l'opportunité de faire actuellement des achats importants ACIMP, ce n'est donc pas une question personnelle ; la deuxième par contre porte sur les intentions d'achat de biens d'équipement du ménage dans l'année qui vient, relativement à l'année passée, ACBEQ. Il s'agit d'une question sur les intentions de *variation* des achats. Ces deux questions devraient pouvoir servir d'indicateurs pour l'évolution de la consommation de biens durables (en niveau et variation), et éventuellement pour la consommation totale, puisque la consommation de biens durables représente une part importante du total et, surtout, la part la plus variable. Les conjuncturistes utilisent l'opportunité de faire des achats importants comme indicateur des achats des ménages en biens durables (par exemple dans [5] et [6]) ainsi que les intentions d'achat comme annonçant leur consommation effective (par exemple [3]).

Dans le tableau 4 on donne les corrélations entre ces deux questions, la consommation de biens durables et la consommation totale (DUR, C) en niveau et prix constants, les taux de croissance en glissement annuel de ces deux consommations TDURG, TCG. Toutes les corrélations sont calculées sur les variables corrigées de leur tendance et sur la période 1974-1/1987-3.

4. Corrélations entre opinions sur la consommation et la consommation comptable

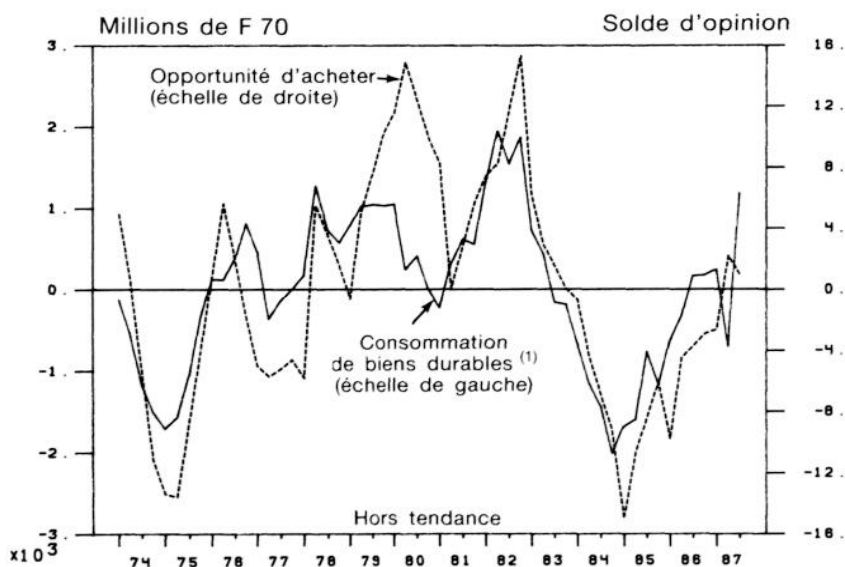
	ACIMP	ACBEQ	DUR	TDURG	C	TCG
ACIMP	1					
ACBEQ	- 0,12	1				
DUR	0,79	0,24	1			
TDURG	0,26	0,71	0,53	1		
C	0,74	0,18	0,89	0,38	1	
TCG	0	0,77	0,37	0,9	0,31	1

Sources : INSEE, calculs OFCE.

Il apparaît que :

- les deux questions ne sont pas corrélées entre elles ;
- l'opinion sur l'opportunité de faire des achats importants est un indicateur de la consommation de biens durables (ou de la consommation totale) *en niveau* (corrélations 0,79 et 0,74) ;
- la question sur les intentions d'achat de bien d'équipement est un indicateur de la tendance du *taux de croissance* de la consommation de biens durables (ou de la consommation totale), corrélations de 0,71 et 0,77.

Sur le graphique 10 sont représentés les écarts à la tendance de l'opportunité de faire des achats importants (échelle de droite) et du

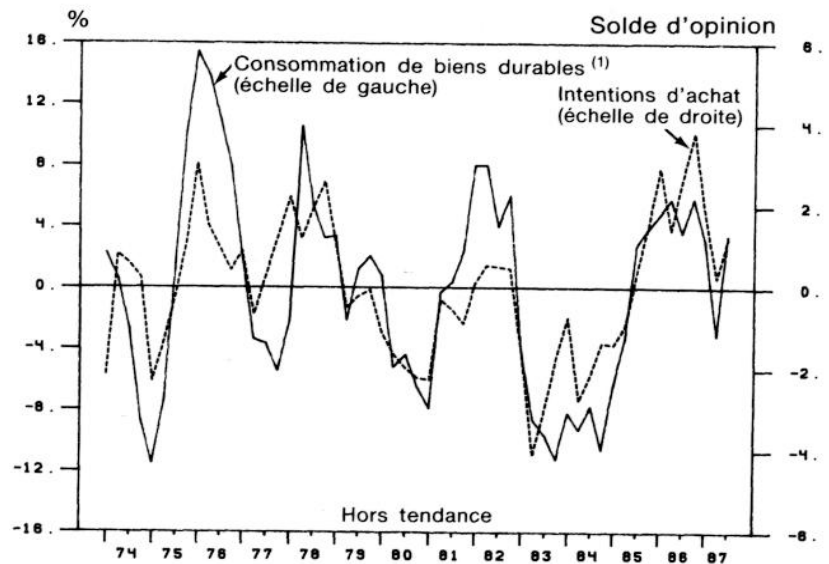


10. Consommation de biens durables et opportunité d'acheter

Source : INSEE.  
(1) En niveau.

niveau de la consommation de biens durables (échelle de gauche). Le lien apparaît clairement. Ainsi, bien que la question ne soit pas personnelle, il semble que les ménages y répondent en fonction de leur propre comportement.

**11. Consommation de biens durables et intentions d'achat**

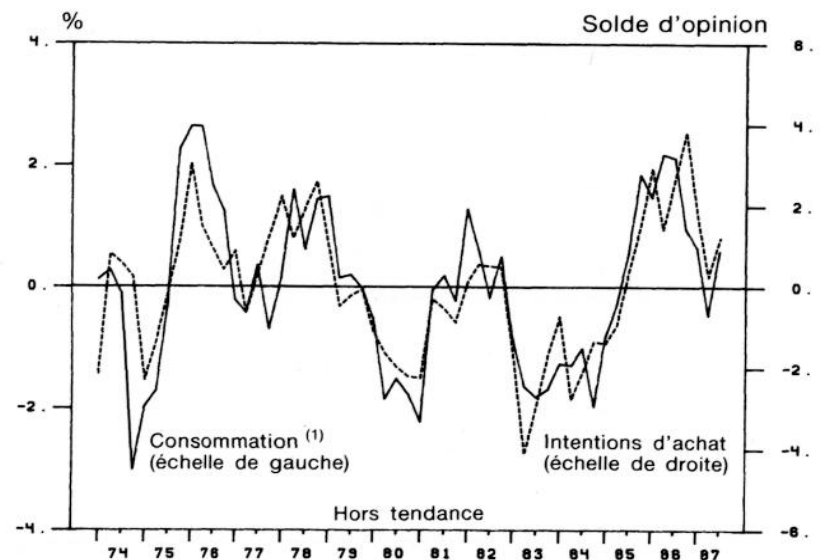


Source : INSEE.

(1) Taux de croissance en glissement annuel.

Sur le graphique 11 sont reportés les intentions d'achat de biens d'équipement (échelle de droite) et le taux de croissance de la consommation de biens durables en glissement annuel (échelle de gauche), hors tendance. Les fluctuations de ces variables sont comparables. Sur le graphique 12 on compare le même indicateur au taux de croissance de la consommation totale (en glissement annuel), hors tendance. Le lien est encore plus net.

**12. Consommation et intentions d'achat**



Source : INSEE.

(1) Taux de croissance en glissement annuel.



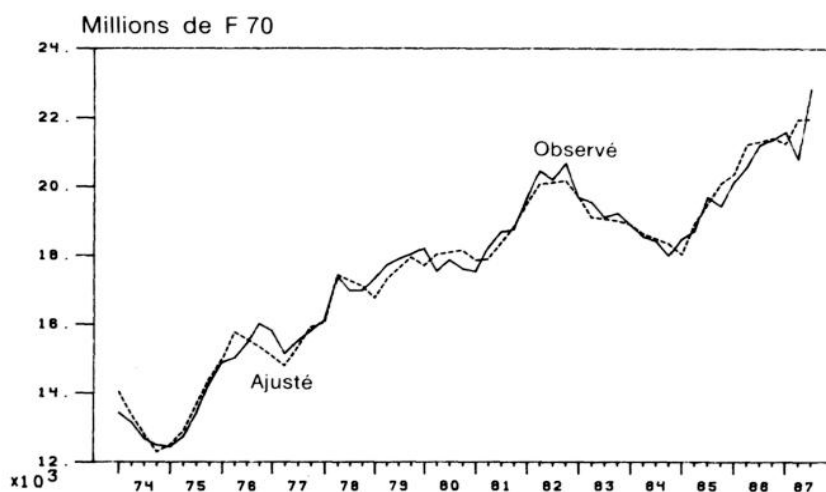
Econométriquement on peut exploiter ces corrélations pour expliquer le niveau et la tendance du taux de croissance de la consommation de biens durables. Ainsi à partir des variables d'enquête ACIMP et NIVR, il est possible de retracer de manière satisfaisante le niveau de la consommation de biens durables :

$$\text{DUR} = -478 + 255 \text{ Temps} + 83 \text{ ACIMP} + 48 \text{ NIVR}$$

(-0,7) (34,4) (10,8) (8,2)

R<sup>2</sup> = 0,98      DW = 1,78      Ecart type=404 F70 (moyenne de DUR=18000)  
période d'estimation 1974-1/1987-3

Sur le graphique 13, on a reporté le niveau de la consommation de biens durables observé et estimé avec cette relation. Le résultat est tout à fait satisfaisant.



13. Modélisation du niveau de la consommation de biens durables

Sources : INSEE, calculs OFCE.

Le taux de croissance (en glissement annuel) de la consommation de biens durables peut s'expliquer à partir des variables ACBEQ et SITF de la manière suivante :

$$\text{TDURG} = 19,5 + 1,76 \text{ ACBEQ} + 0,56 \text{ SITF}(-1)$$

(6,5) (5,6) (6,3)

R<sup>2</sup> = 0,66      DW = 0,95      Ecart type = 4%

Sur le graphique 14 figure le taux de croissance observé et ajusté par la relation précédente.

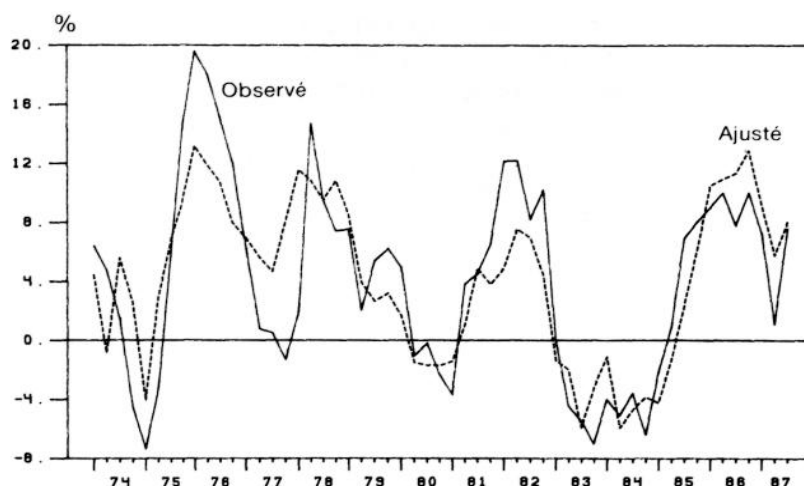
Avec les mêmes variables explicatives on obtient les résultats suivants pour le taux de croissance en glissement annuel de la consommation totale :

$$\text{TCG} = 9,34 - 0,038 \text{ Temps} + 0,427 \text{ ACBEQ} + 0,097 \text{ SITF}(-1)$$

(6,4) (-3,4) (5,2) (3,6)

R<sup>2</sup> = 0,74      DW = 1,51      Ecart type = 0,80%

**14. Modélisation du taux de croissance <sup>(1)</sup> de la consommation de biens durables**

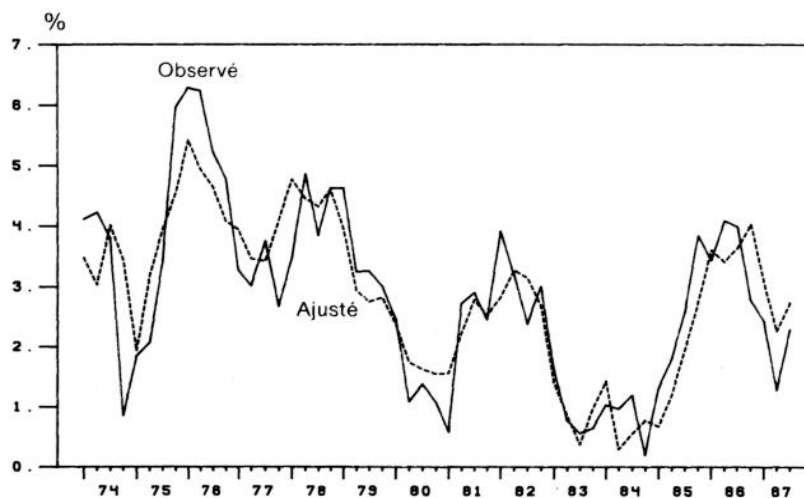


Sources : INSEE, calculs OFCE.

(1) En glissement annuel.

Le graphique 15 retrace les résultats de l'ajustement. On peut dire que les variables d'enquête ACBEQ et SITF permettent de prévoir assez précisément la tendance du taux de croissance de la consommation globale (erreur moyenne sur le taux annuel de 0,8 %).

**15. Modélisation du taux de croissance <sup>(1)</sup> de la consommation**



Sources : INSEE, calculs OFCE.

(1) En glissement annuel.

Les conjoncturistes utilisent également comme indicateur de la consommation industrielle l'opinion des ménages sur leur situation financière future. Ils exploitent le décalage existant entre les deux séries (voir [3] et [4]). En effet la consommation s'adapte avec retard aux variations du pouvoir d'achat du revenu et donc aux indicateurs de revenu réel issus de l'enquête. Examinons d'un peu plus près et sur longue période (1966-1987) les corrélations qui existent entre consommation de biens durables, situations financières (courante et retardées), tableau 5, et les corrélations entre consommation totale et les mêmes variables, tableau 6 (calculs hors tendance).

### 5. Corrélations avec la consommation de bien durable

Retard (en trimestre)	SITA	SITR	SITF
0	0,69	0,63	0,27
1	0,74	0,71	0,41
2	0,74	0,72	0,49
3	0,72	0,7	0,53
4	0,69	0,63	0,48

Sources : INSEE, calculs OFCE.

### 6. Corrélations avec la consommation totale

Retard (en trimestre)	SITA	SITR	SITF
0	0,84	0,7	0,25
1	0,86	0,76	0,35
2	0,87	0,79	0,41
3	0,87	0,78	0,47
4	0,85	0,75	0,46

Sources : INSEE, calculs OFCE.

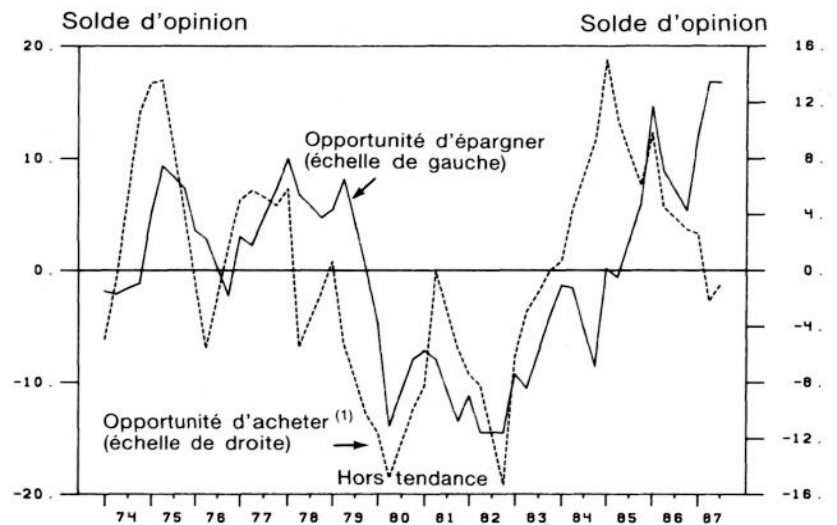
On ne donne pas les corrélations observées avec les variables d'opinion sur les niveaux de vie, car elles sont plus faibles. La corrélation la plus forte s'observe avec la situation financière actuelle décalée de deux trimestres ; elle vaut 0,74 pour les biens durables et 0,87 pour la consommation totale. A titre indicatif, toujours avec des variables hors tendance et sur la même période, la corrélation entre consommation et revenu réel décalé d'un trimestre (corrélation la plus forte) est de 0,95 pour le total et de 0,78 pour les biens durables. Le revenu réel décalé d'un trimestre reste donc le meilleur indicateur du niveau de la consommation totale ou de biens durables. Cependant les comptes trimestriels sont disponibles bien après l'enquête : le retard est d'environ deux trimestres. Ainsi la situation financière actuelle peut être utile.

## L'opportunité d'épargner et les intentions d'épargne sont-elles suivies d'une épargne ?

Nous reprenons ici une partie des analyses faites dans la chronique de conjoncture de l'OFCE d'avril 1986. L'opportunité d'épargner RAISE est une question qui n'est pas d'ordre personnel, s'apparentant en cela à celle sur l'opportunité de faire des achats importants. On pense tout naturellement à rapprocher ces deux questions dans la mesure où s'il n'est pas raisonnable d'épargner, il peut être intéressant de faire des achats importants. Sur la période 1974-1987 la corrélation entre ces deux variables corrigées de leur tendance n'est que de  $-0,54$ . Elle est bien du signe attendu, mais faible. Sur le graphique 16 sont reportées l'opportunité d'épargner RAISE et l'opposé de l'opportunité d'acheter - ACIMP ; le lien entre ces deux variables existe, mais est assez lâche.

Que représente alors la question sur l'opportunité d'épargner ? L'examen des corrélations montre que cette variable n'est corrélée *qu'à une seule autre*, le taux d'inflation. En effet la corrélation avec le taux de croissance des prix des comptes (en glissement annuel) est de

16. Opportunités d'épargner et d'acheter

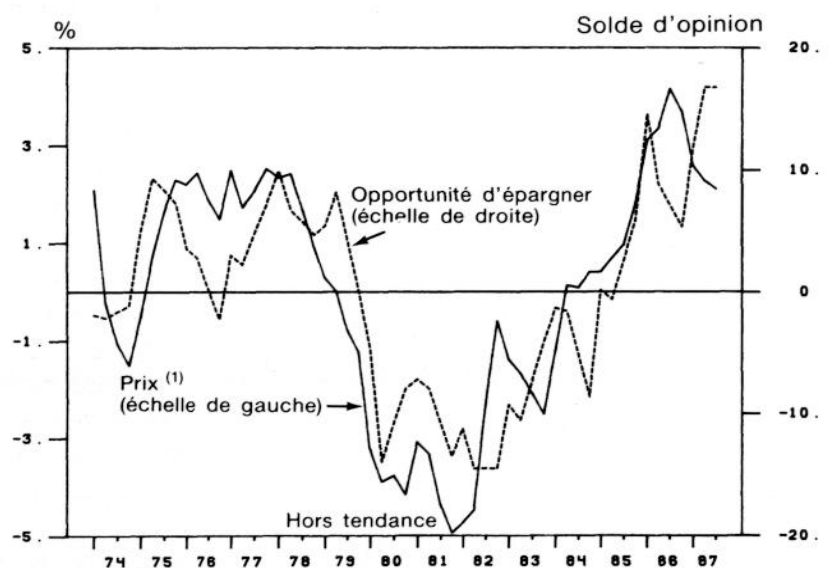


Source : INSEE.

(1) Opposé du solde des réponses.

– 0,81 et la corrélation avec l'opinion sur l'évolution récente des prix est de – 0,77. Sur le graphique 17 sont reportés l'opportunité d'épargner RAISE et l'opposé du taux de croissance des prix (en glissement annuel), corrigés de leur tendance. Le lien entre ces deux variables est évident.

17. Prix et opportunité d'épargner



Source : INSEE.

(1) Opposé du taux de croissance en glissement annuel.

Rappelons que dans la question sur l'opportunité d'épargner l'évolution des prix est évoquée : « ... compte tenu de l'évolution des salaires et des prix, pensez-vous qu'il soit raisonnable d'épargner ? ». Les ménages répondent donc simplement : en période d'inflation il n'est pas raisonnable d'épargner. Remarquons enfin qu'il n'y a aucune corrélation entre l'opportunité d'épargner et les taux d'épargne (globale ou financière), les coefficients sont négatifs et valent respectivement – 0,25 et – 0,17. De même il n'y a pas de corrélation avec l'épargne ou l'épargne

financière en francs constants. Enfin la corrélation entre opportunité d'épargner et taux d'intérêt réel est nulle (on a pris pour ce calcul le taux des obligations).

Passons maintenant aux intentions d'épargne. D'abord y-a-t-il un lien avec les intentions d'achat ? Le coefficient de corrélation entre ces deux variables, hors tendance, est positif et vaut 0,65. Ceci peut s'interpréter de la manière suivante : si l'on a l'intention dans les douze prochains mois d'acheter des biens d'équipement, il faut réussir à mettre de l'argent de côté dans les mois qui viennent. La corrélation positive interdit l'interprétation suivante : on choisit soit d'acheter des biens d'équipement soit d'épargner.

On s'attend à ce que les intentions d'épargne soient en un indicateur de l'épargne des comptes (soit prise en niveau, soit en taux, soit en taux de croissance). En fait il n'y a aucune corrélation entre les intentions d'épargne et sa réalisation (épargne des comptes totale ou financière), quelle que soit la manière dont est mesurée l'épargne (niveau, taux, taux de croissance).

Alors que représente donc cette question sur les intentions d'épargne ? L'examen des corrélations (hors tendance) montre que cette question est très corrélée avec les opinions sur les situations financières en particulier avec la situation financière actuelle : le coefficient de corrélation vaut 0,85. Le graphique comparant les intentions d'épargne et l'opinion sur la situation financière actuelle est donné dans la chronique d'avril 1986. Économétriquement les intentions d'épargne s'expliquent très bien de la manière suivante :

$$\text{CAPEP} = -60,5 + 0,155 \text{ Temps} + 1,116 \text{ SITA} + 0,159 \text{ RAISE} - 0,066 \text{ EMPF}$$

(-17,6)    (6,6)            (11,0)            (6,2)            (-4,3)

$$R^2 = 0,88 \quad DW = 1,65$$

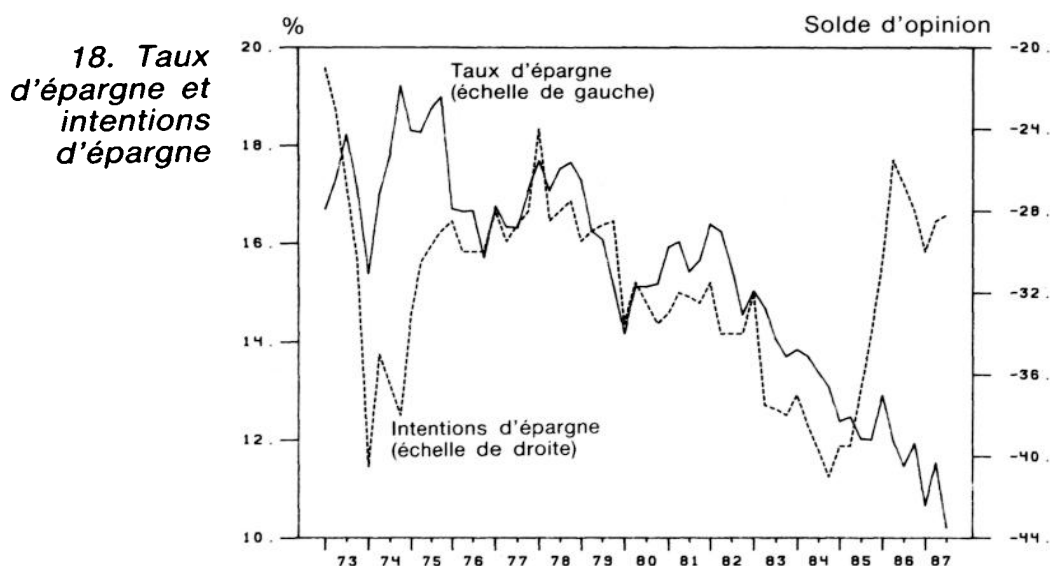
Les ménages ont l'intention d'épargner :

- lorsqu'ils arrivent actuellement à épargner (SITA) ;
- lorsqu'il est opportun de le faire parce que l'inflation est faible (RAISE) et ;
- lorsque la situation de l'emploi le permet.

Mais ces intentions d'épargne ne sont pas suivies d'une épargne effective, puisqu'il n'y a pas de corrélation entre cette question et l'épargne des comptes.

## Quels indicateurs choisir pour suivre l'évolution du taux d'épargne ?

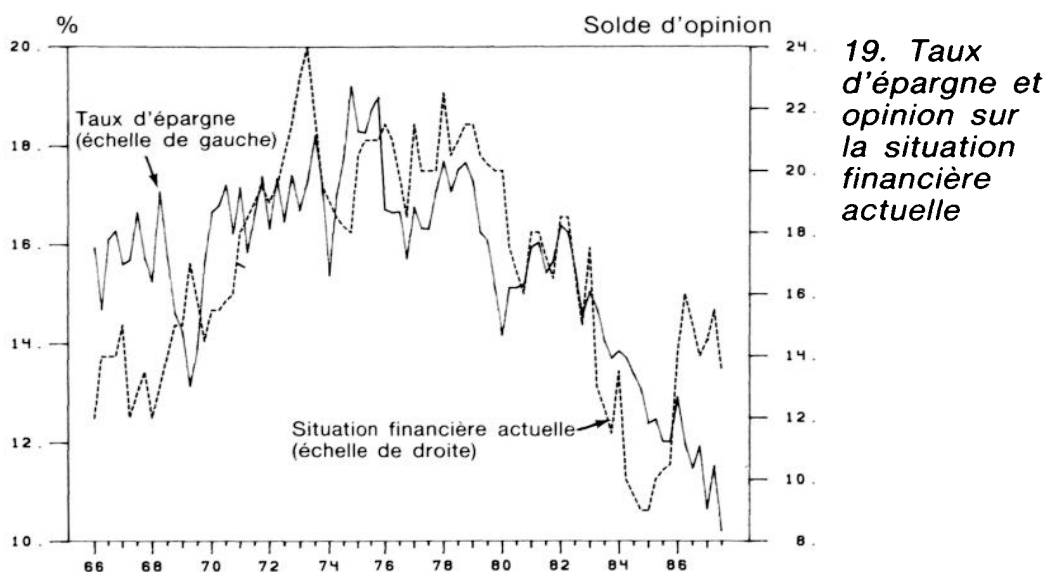
Comme nous venons de le voir il n'y a pas beaucoup d'espoir du côté des intentions d'épargne et encore moins du côté de l'opportunité d'épargner. Sur le graphique 18 sont reportés le taux d'épargne TEP (échelle de gauche) et les intentions d'épargne CAPEP (échelle de droite). On voit nettement qu'il y a eu un lien entre ces variables sur la sous-période [1976-1984]. Mais ce qui se passe avant 1976 et depuis 1985 empêche d'utiliser les intentions d'épargne comme indicateur du taux d'épargne.



Source : INSEE.

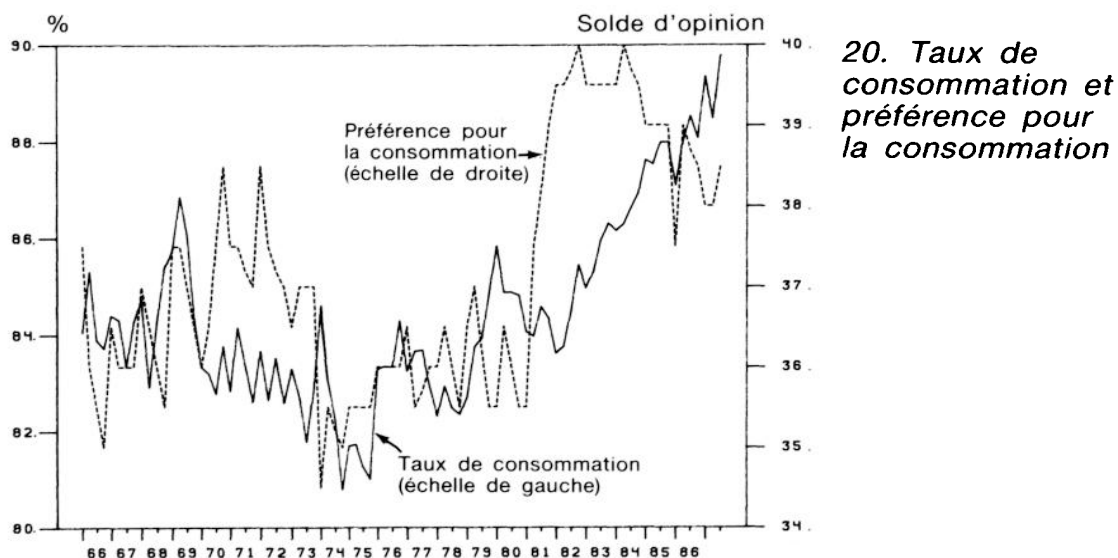
Y-a-t-il quelque chose à espérer du côté de la question sur la situation financière actuelle (SITA), où l'on demande aux ménages s'ils arrivent actuellement à mettre de l'argent de côté ? La corrélation entre le taux d'épargne des comptes et la variable SITA, hors tendance, vaut 0,71. Sur le graphique 19 on a reporté ces deux variables. Sur la sous-période [1976-1984] il y a eu un lien entre les deux variables expliquant la valeur assez élevée du coefficient de corrélation.

Mais, comme pour les intentions d'épargne, la variable SITA connaît une augmentation très forte depuis le début 1985, alors que le taux d'épargne continue de baisser. Cet engouement pour l'épargne (CAPEP) non suivi d'épargne effective depuis 1985 pourrait résulter de la hausse de la Bourse sur cette période et de celle des taux d'intérêt réels. L'épargne mieux rémunérée devient attrayante. Mais il est moins nécessaire d'épargner, puisque d'une part l'épargne rapporte plus et que d'autre part l'érosion monétaire est faible. C'est cette interprétation qui est donnée dans la chronique d'avril 1986 pour expliquer l'évolution à la hausse des indicateurs traditionnels du taux d'épargne (SITA et CAPEP) alors que le taux d'épargne poursuit sa baisse.



Source : INSEE.

Enfin peut-on tirer partie de la question sur la préférence pour la consommation PRECO (variable dont nous n'avons pas encore parlé) ? Non, comme le montre le graphique 20, où sont reportés le taux de consommation (échelle de gauche) et la préférence pour la consommation (échelle de droite). Ajoutons qu'aucune corrélation n'a pu être mise en évidence pour cette question de l'enquête, ce qui rend donc son interprétation inaccessible.



Source : INSEE.

En conclusion, aucune variable de l'enquête ne peut être utilisée *directement* comme indicateur du taux d'épargne (totale ou financière, car les graphiques 18 et 19 ne sont pas plus satisfaisants s'ils sont tracés avec le taux d'épargne financière). Mais ceci n'a rien d'étonnant ;

en effet une baisse du taux d'épargne correspond à un taux de croissance de la consommation plus élevé que celui du revenu. On comprend donc qu'il soit difficile d'obtenir à partir d'une seule question un indicateur qui donnerait une idée de l'évolution *relative* de ces taux. Rappelons que l'on dispose néanmoins d'indicateurs de la tendance du taux de croissance de la consommation d'une part et du revenu d'autre part, mais rien pour une comparaison quantitative de ces taux.

On peut maintenant se demander si l'économétrie traditionnelle sur le taux de consommation ou le taux d'épargne (c'est-à-dire à partir des variables de la comptabilité nationale) gagne à utiliser certaines des variables d'enquête que nous venons d'examiner ?

## Les variables d'enquête permettent-elles d'améliorer l'explication du partage du revenu entre la consommation et l'épargne ?

Ce partage sur données trimestrielles a été présenté dans le numéro d'octobre 1987 de la revue de l'OFCE [7]. C'est la relation 9 de cet article qui sert de référence. Le taux de consommation [C/R] y est expliqué par un terme autorégressif [C(-1)/R], le taux de croissance lissé du revenu réel TRA, le taux d'inflation lissé TPA et la variation du logarithme du taux de chômage  $\Delta\text{LogTCHO}$ . Les lissages sont *exponentiels* de paramètre 0,1.

Nous venons de voir qu'avec l'enquête nous possédons un indicateur du taux de croissance du revenu réel (NIVF par exemple), un indicateur du taux d'inflation (PRIXR) et un indicateur de la variation du taux de chômage (EMPR par exemple). La question est de savoir si ces indicateurs donnent de meilleurs résultats que les mêmes variables prises dans les comptes. En lissant au préalable les indicateurs d'enquête (comme les variables des comptes), par lissage exponentiel de paramètre 0,1 pour l'opinion sur les prix (PRIXRA) et celle sur le niveau de vie (NIVFA) et de paramètre 0,2 pour l'opinion sur l'emploi (EMPRA), on obtient le résultat suivant :

$$C/R = 0,289 + 0,664 [C(-1)/R] - 0,00022 \text{ PRIXRA} - 0,00027 \text{ NIVFA} - 0,00047 \Delta\text{EMPRA}$$

(5,6)      (10,5)                      (-5,3)                      (-3,0)                      (-2,4)

R2 = 0,95      DW=2,57      Ecart type = 0,46 %      Période d'estimation 1970-1/1987-3

soit un résultat équivalent à celui obtenu avec les variables comptables :

$$C/R = 0,573 + 0,388 [C(-1)/R] - 1,369 \text{ TPA} - 2,823 \text{ TRA} - 0,032 \Delta\text{LogTCHO}$$

(6,9)      (4,3)                      (-7,0)                      (-5,5)                      (-2,9)

R2 = 0,96      DW=2,34      Ecart type = 0,42 %      Période d'estimation 1970-1/1987-3



L'erreur moyenne (0,42 %) est légèrement plus faible avec les variables comptables qu'avec les variables d'enquête (0,46 %).

Il ne faut pas attendre des variables d'enquête qu'elles expliquent les fluctuations du taux d'épargne ou du taux de consommation. En effet ces fluctuations proviennent grandement du fait que la consommation s'adapte avec retard aux variations du revenu et donc elles sont prises en compte économétriquement par le terme autorégressif. Par ailleurs on a vu qu'en général les variables d'enquête ont des fluctuations beaucoup moins importantes que les variables comptables et donc elles sont moins efficaces que les variables comptables pour expliquer des fluctuations trimestrielles.

## Conclusion

Cette analyse ne recouvre pas toutes les questions de l'enquête, mais seulement celles qui peuvent être associées à des variables de la comptabilité trimestrielle. L'intérêt de l'enquête est pour ces questions, d'être disponible un ou deux trimestres avant les premiers comptes trimestriels (c'est-à-dire les comptes provisoires). Ainsi l'enquête permet une analyse à court terme du comportement des ménages, puisqu'elle fournit des indicateurs de consommation et revenu en niveau et taux de croissance.

Les autres questions de l'enquête non abordées dans cet article, sont celles relatives à chaque catégorie socio-professionnelle, celles portant sur la forme préférée de l'épargne (billets, livrets, bons, actions) et enfin celles concernant l'automobile (intentions d'achat, commandes effectives, taux d'équipement), questions qui ont l'intérêt de permettre des analyses plus fines et plus spécifiques en termes d'agent et de comportement.

## Références bibliographiques

Chroniques de conjoncture, *Observations et diagnostics économiques*, Revue de l'OFCE : [1] n° 15, avril 1986 ; [2] n° 17, octobre 1986 ; [3] n° 19, avril 1987 ; [4] n° 21, octobre 1987.

Notes de conjoncture de l'INSEE : [5] décembre 1985 ; [6] juillet 1986.

[7] STERDYNIAK H., « le choix des ménages entre consommation et épargne en France de 1966 à 1986 », *Observations et diagnostics économiques*, Revue de l'OFCE, n° 21, octobre 1987.

## ANNEXE

### Le glissement annuel

Soit  $R$  une grandeur ; son taux de croissance en glissement annuel est égal à :  $(R_t/R_{t-4}) - 1$  où l'indice  $t$  désigne un trimestre. On utilise un taux de croissance en glissement annuel plutôt qu'un taux de croissance trimestriel lorsque l'on veut lisser le taux trimestriel. Dans cette étude on constate que les taux trimestriels (pour les prix, la consommation et le revenu) ont des fluctuations beaucoup trop fortes relativement aux données d'enquête. Un lissage de ces taux est donc nécessaire. Faire un calcul en glissement annuel revient à faire une moyenne mobile d'ordre 4 ; en effet, on a approximativement avec des taux trimestriels :

$$(R_t/R_{t-4}) - 1 = (R_t/R_{t-1}) - 1 + (R_{t-1}/R_{t-2}) - 1 + (R_{t-2}/R_{t-3}) - 1 + (R_{t-3}/R_{t-4}) - 1$$